

Extrait du registre des délibérations

Le 12 septembre deux mille vingt-deux, à 19h, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en séance ordinaire à la mairie sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Étaient présents : Mesdames : Chantal Ferrando, Julie Sabran, Christelle Saulnier.

Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Pierre Labrosse, Mikaël Bernadet, Jean-Jacques Cérissère, Anthony Jegou, Jean-Claude Tucoulou.

Excusés : Claude Artigues (pouvoir à Jean-Jacques Cérissère), Francine Lahore (pouvoir à Chantal Ferrando), Joëlle Préchacq-Latreyte (pouvoir à André Lanusse-Cazalé), Marie-Anne Sommesous (pouvoir à Christelle Saulnier) et Marguerite Vogt (pouvoir à Pierre Labrosse).

Secrétaire de séance : Anthony Jegou

1°) Objet : Convention entre la commune de Garlin et la CCLB relative au fonctionnement des antennes France Services 2022-2024

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée la tenue de deux permanences hebdomadaires de la Maison France Services en mairie.

Il indique que la commune a été destinataire d'un projet de convention relative à l'attribution d'une participation pour le fonctionnement des antennes France Services à conclure entre l'association vie et culture, la commune et la communauté de communes des Luys en Béarn (CCLB).

La CCLB dispose de la compétence « création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public ».

L'association vie et culture gère la Maison France Services située au centre social Alexis Peyret à Serres-Castet et deux antennes dont celle de Garlin. Cette association est labellisée « France Services ».

La convention transmise a pour objet de fixer les modalités de partenariat entre les trois entités et notamment les conditions de versement de la participation financière de la CCLB à l'association afin que cette dernière assure le fonctionnement de la Maison France Services.

La CCLB affecte un agent d'accueil et met à disposition un véhicule pour assurer les déplacements des agents vers Garlin.

Par la convention proposée, il est prévu pour la CCLB d'attribuer une participation de 22 000 € pour la période 2022-2024 à l'association vie et culture pour lui permettre de mener à bien ses missions.

Il est demandé au conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Le Conseil Municipal, invité à se prononcer, APPROUVE les termes de ladite convention et AUTORISE Monsieur le Maire à signer ce document

Pierre LABROSSE : France Services fonctionne bien sur Garlin. Les créneaux sont toujours pleins.

Christelle SAULNIER : Avons-nous des statistiques ?

André LANUSSE CAZALE : Oui, la CCLB doit justifier ces dépenses.

A la fin des travaux concernant la Poste, nous ferons un bel article sur tous les services

présents.

(votants : 9 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

2°) Objet : Patrimoine communal : vente d'un terrain chemin Labourdatte

Monsieur le Maire expose que la commune est propriétaire d'un terrain sis chemin Labourdatte (parcelle cadastrée AI 128) d'une superficie de 20 290 m².

Il précise que le terrain est pour partie non constructible. Le terrain pourrait être mis en vente par l'intermédiaire d'une agence.

Le prix serait fixé à environ 110 000 € net vendeur soit 117 700 € frais d'agence inclus.

Le Conseil Municipal, invité à se prononcer et après en avoir délibéré :

- **DÉCIDE de la mise en vente du terrain situé chemin de Labourdatte et constituant la parcelle cadastrée AI 128**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à engager la procédure de mise en vente,**
- **CHARGER Monsieur le Maire de toutes les formalités nécessaires à la réalisation de cette opération, étant précisé qu'une seconde délibération devra attribuer la cession dès qu'un acquéreur aura été choisi.**

ALC : Habitat 64 a des difficultés financières, aussi il lui est difficile de tenir tous les programmes. Cet organisme a souhaité se positionner sur l'ancien EHPAD et ne peut pas venir sur le terrain.

PL : Tout le terrain serait en vente ?

ALC : Oui

PL : En bas du terrain, il y a une source qui coule tout l'été.

ALC : Je pense que c'est plutôt un argument de vente, peut-être que le lotisseur sera content.

Jean-Claude TUCOULOU : Tu as parlé de lotir, mais on vend d'une seule pièce ?

ALC : Oui. Tous les réseaux sont au droit du terrain. 110 000 € c'est très raisonnable comme prix. Plus c'est grand, moins c'est cher.

On aurait pu, au même prix, ne vendre que la partie haute mais le problème est qu'il aurait fallu entretenir la partie basse.

Jean-Jacques CERISERE : Je trouve que ce n'est pas beaucoup.

ALC : A côté, des terrains se vendent à 15 € du m². Il y a un hectare à viabiliser et un lotissement à constituer.

CS : Au niveau du nombre de lots, combien pourrait-on en faire ?

ALC : On pourrait faire quatre lots en hauteur et un lot plus bas en longueur. Il y aurait donc un

lot mitoyen et quatre lots à côté. Le bas est non constructible.

Un promoteur pourrait proposer des lots plus petits. Il serait peut-être possible d'en faire huit.

JCT : Si on ne retire rien de la partie classée en N, pourquoi pas faire du reboisement et exploiter ?

ALC : Il faut en faire l'entretien, on a d'autres terrains. Et les agents sont déjà très occupés. C'est compliqué pour nous.

JCT : Si on replante, ça reprendra du temps avant de devoir s'en occuper. Cela ne me semble pas compliqué et en plus ce serait générateur de revenus pour la commune.

ALC : Non je ne crois pas que ce soit une bonne solution, le terrain est très en pente. C'est un argument de vente de mettre la totalité du terrain à vendre. Ils peuvent y mettre la réserve d'eau.

JCT : Avons-nous un client identifié ?

ALC : Pas pour le moment.

CS : Nous ne pouvons pas faire de culture dans cette zone ? La SAFER ne peut pas intervenir ?

ALC : Non ce n'est pas agricole.

CS : Par rapport à la partie en zone naturelle, l'idée de Jean-Claude est bonne. On pourrait exploiter la parcelle avec du bois et cela pourrait nous rapporter.

ALC : A la CCBL on cherche depuis trois ans un technicien forêt. La forêt, c'est très compliqué à gérer, personne ne veut entretenir et il faut regrouper des surfaces suffisantes pour faire intervenir une entreprise, car quand elle se déplace avec de gros engins cela revient très cher.

PL : On en avait discuté en commission agricole. C'est très compliqué car un technicien coûte cher notamment en raison des nombreux déplacements inhérents à la fonction.

ALC : Sans compter que si on veut enlever cette partie, nous allons perdre de l'attractivité et le prix ne sera plus le même. Quand on vend quelque chose, il y a le chiffrable et le non-chiffrable.

Vos arguments ne me convainquent pas. Avez-vous d'autres arguments ?

(votants : 9 exprimés : 14 pour : 13 contre : 0 abstention : 1)

Abstention : Jean-Claude Tucoulou

3°) Objet : Patrimoine communal : location d'un appartement : détermination du montant du loyer

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'appartement de l'étage du logement communal situé place des écoles est vacant et disponible à la location.

Ce logement était précédemment loué à un montant de 470 € par mois net de charges locatives avec mise à disposition d'un garage.

Monsieur le Maire précise que le garage en question a été mis à disposition du locataire du rez-de-chaussée qui dispose également à titre exclusif du jardin et de la cave. Il propose donc de fixer le loyer à un tarif de 430 €.

Le conseil municipal, après avoir écouté Monsieur le Maire en ses explications complémentaires :

- **FIXE** le montant du loyer de l'appartement de l'étage du logement communal situé place des écoles à 430 € mensuels,
- **DIT** que ce loyer sera réglé au 1^{er} de chaque mois au Trésor Public et que le montant du loyer sera révisable annuellement selon la variation de l'indice de référence des loyers de l'INSEE.

JJC : Un garage était dédié à l'école, il faisait partie de l'enclos. Monsieur SOLANA a pris aussi la cave.

ALC : Il y a le même type d'appartement au CCAS qui est loué à 430 € par mois. La gestion de parties communes est compliquée. C'est pour cela que le jardin et la cave sont réservés au locataire du bas.

Julie SABRAN : Tu peux baisser le loyer, car le même appartement sans garage, sans cave, sans jardin, ...

ALC : C'est pour ça que je veux baisser le prix. Il faut être logique. Je propose 430 €.

(votants : 9 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

4°) Objet : Patrimoine communal : échanges de parcelles

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée que la maison sise parcelle cadastrée AH541 (ancienne caisse d'épargne sise place Henri Sibor) a été achetée récemment par la SCI VLEX. L'espace vert attenant à cette habitation appartient à la commune et est situé sur la parcelle cadastrée AH518.

Suite à la demande du nouveau propriétaire, il est proposé de procéder à un échange de parcelles après découpage par un géomètre d'une partie des parcelles considérées.

La parcelle AH518 d'une superficie de 538 m² a été subdivisée en deux parcelles : AH586 et AH587 d'une superficie respective de 62 m² et de 476 m². La parcelle AH586 serait cédée à la SCI VLEX et la parcelle AH587 resterait propriété de la commune.

La parcelle AH541 d'une superficie de 259 m² a été subdivisée en deux parcelles : AH589 et AH588 d'une superficie respective de 26 m² et de 233 m². La parcelle AH589 serait cédée à la commune et la parcelle AH588 resterait propriété de la SCI VLEX.

Les frais de géomètre ont été acquittés par la SCI VLEX et il est proposé de procéder à l'échange desdites parcelles à titre gracieux.

Le conseil municipal, invité à se prononcer :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à l'échange de parcelles tel que décrit ci-dessus et ce à titre gracieux,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents et actes à intervenir dans le cadre de cette vente,
- **CHARGE** le notaire du demandeur de la rédaction de l'acte authentique

(votants : 9 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

5°) Objet : Location de la salle du dojo à un professionnel : demande de révision du tarif appliqué

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée la délibération du 20 juin 2022 fixant le tarif de la location du dojo à titre professionnel à 40 € par séance (maximum 2 heures).

Une personne intéressée par la location et démarrant une nouvelle activité a sollicité un aménagement de ce tarif pour la première année de pratique.

Monsieur le Maire propose donc d'appliquer provisoirement le tarif de 20 € par séance

Après en avoir délibéré, et compte-tenu de la délibération du 20 juin 2022, le Conseil Municipal décide de fixer, à compter du 15 septembre 2022, le coût de la location du dojo à un professionnel à hauteur de 20 € par séance.

PL : On nous a demandé la location du dojo à 20 € par séance au lieu de 40 €. Je suis d'accord sur le principe pour le début. En fin d'année et si l'activité bénéficie de la fréquentation escomptée nous repasserons à 40 €.

(votants : 9 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

6°) Objet : Location d'un bureau et d'une pièce de stockage à un professionnel

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée qu'un bureau situé à l'étage du bâtiment de la Caisse d'épargne est loué à un professionnel pour un loyer de 107 € mensuels.

La personne concernée a sollicité la mise à disposition par voie de location d'un local de stockage.

Monsieur le Maire précise qu'une pièce serait disponible dans le bâtiment concerné et propose de louer l'ensemble (bureau et salle de stockage) pour un montant de 130 € mensuels.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal DECIDE de fixer, à compter du 1^{er} octobre 2022, le loyer des locaux concernés, à savoir un bureau et une salle de stockage sis à l'étage du bâtiment de la caisse d'épargne à un montant de 130 € mensuels.

(votants : 9 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

7°) Objet : Aménagement d'un plateau sportif : approbation du plan de financement et demandes de subventions

Le Maire rappelle au Conseil Municipal sa volonté de réaliser des travaux d'aménagement d'un plateau sportif sur la plaine des sports.

Il ajoute que le dossier de subvention a été préparé et que la dépense globale de l'opération a été évaluée à 72 179,00 € HT.

Il convient maintenant de solliciter de l'Etat et du Département et de tout autre partenaire institutionnel le maximum de subventions possibles pour ce type d'opération.

Le plan de financement de l'opération pourrait être le suivant :

Estimation des dépenses par poste	Coût H.T.
Agrès sportifs	41 279,00 €
Mobilier urbain	6 400,00 €

Travaux VRD	13 500,00 €
Aménagement paysager	11 000,00 €
Total	72 179,00 €

Financement	Montant H.T.
Département - appel à projets « terre de jeux 2024 »	21 653,70 €
Agence nationale du sport – « équipements sportifs de proximité »	33 202,34 €
Autofinancement	17 322,96 €
Total	72 179,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- APPROUVE le projet et son plan de financement prévisionnel,
- AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter les subventions de l'Etat, du Département telles que référencées dans le projet de plan de financement,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir dans ce cadre.

ALC : Nous avons 3 types de public pour 3 types d'équipement. Nous avons sélectionné 10 agrès.

JCT : Les agrès sont en libre accès.

ALC : Oui.

JCT : J'ai l'habitude de pratiquer dans les Landes, je connais bien ce genre d'équipements. Qu'est-il prévu au sol ?

ALC : Les cheminements seront en alvéoles. Le projet, s'il est réalisé apportera une très grande plus-value à la commune.

Mickaël BERNADET : Le terrain de tennis en fait-il partie ?

ALC : Le problème est qu'il n'y pas d'association active.

PL : Le terrain de tennis va être occupé par des préfabriqués pendant les travaux de l'école.

ALC : On verra plus tard quand l'école sera finie.

MB : Y aura-t-il une maintenance ? A Morlaàs ça a été dégradé.

ALC : Je suis allé en voir ailleurs. J'ai interrogé les mairies, il n'y a pas de problèmes.

MB : Je ne parle pas d'usure, mais de dégradation.

ALC : On ne maîtrise pas ce risque mais le matériel est très résistant. Je me demandais si on pouvait déplacer les jeux pour enfants et les mettre à côté de la table de ping-pong, mais l'école a refusé. On va y réfléchir.

(votants : 9 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

8°) Objet : Budget communal : budget principal : décision modificative n°1

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération n°6 du Conseil municipal en date du 4 avril 2022 approuvant le budget primitif,

Considérant la nécessité d'assurer l'engagement et le mandatement des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de la Commune et de respecter le principe d'indépendance des exercices comptables,

Sous réserve du respect des dispositions des articles L.1612-1, L.1612-10 du Code général des collectivités territoriales, des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent.

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différentes opérations du budget principal.

En section de fonctionnement :

Chapitre/ Article	Libellé	Dépenses	Recettes
61 (services extérieurs) / 613	Locations	+ 2 594.55 €	
74 (dotations et participations) 748371	DETR		+ 2 594.55 €
	TOTAL	+ 2 594.55 €	+ 2 594.55 €

En section d'investissement :

Opération/ Article	Libellé	Dépenses	Recettes
13146	Attributions de compensation d'investissement	+ 2 594.55 €	
2132	Bâtiments privés	+ 120 000.00 €	
86 (matériel) /2188	Autres immobilisations corporelles	+ 9 054.10 €	
024	Produits des cessions d'immobilisations		+ 55 000.00 €
10222	FCTVA		+ 19 940.65 €
204 (pôle administratif) / 1321	Etat (subvention)		+ 56 708.00 €
	TOTAL	+ 131 648.65 €	+ 131 648.64 €

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n°1 et RAPPELLE que s'agissant de la section fonctionnement les crédits sont votés par chapitre et que pour la section Investissement les crédits sont votés par opération budgétaire.

(votants : 9 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

9°) Objet : Personnel communal : accroissement temporaire d'activité

Considérant qu'en raison du besoin d'entretien de l'agence postale communale et dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement d'un pôle administratif, il y a lieu de créer un emploi non permanent pour un accroissement temporaire d'activité d'adjoint technique à temps non complet pour une durée hebdomadaire d'emploi d'une heure dans les conditions prévues au 1° de l'article 332-23 du code général de la fonction publique (*à savoir, un contrat d'une durée maximale de 12 mois, renouvellement compris, pendant une même période de 18 mois consécutifs*) ;

Monsieur le Maire invite l'Assemblée à autoriser la création au tableau des effectifs de l'emploi correspondant à compter du 15 septembre 2022.

Le conseil municipal, invité à délibérer :

- **DECIDE** de la création d'un poste d'adjoint technique à temps non complet du 15 septembre 2022 au 31 décembre 2022,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les contrats à durée déterminée,
- **CHARGE** Monsieur le Maire du recrutement.

(votants : 9 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

Questions diverses

ALC : *La CCLB a eu des problèmes avec la distribution des bulletins. Ils demandent aux mairies si on est d'accord pour les distribuer. Je propose qu'on le fasse.*

JS : *Il serait bien de l'associer au nôtre, pour éviter trop de tournées dans l'année. On a déjà du mal à distribuer notre bulletin.*

ALC : *Je comprends. Je peux prendre plus que ma part si besoin, il ne faut pas oublier que la CCLB nous aide beaucoup.*

JCT : *Ce sujet a été abordé en commission à la CCLB. C'est expérimental. On verra cette fois. C'est l'occasion pour les élus de rencontrer les habitants.*

JJC : *C'est un échange de bons procédés.*

ALC : *Le Docteur BRANA va prendre sa retraite. La commune va le remercier pour sa carrière. On souhaite organiser une petite réception sachant qu'il sera disponible en octobre. On verra avec Francine. Jean-Jacques, tu pourras préparer un discours à cette occasion ?*

JS : *Un petit point concernant la boîte à clefs.*

La danse avait demandé une il y a quelques mois, pour éviter de venir en mairie récupérer les clefs. J'ai été relancé par la Présidente et je lui ai demandé de nous proposer une solution. Elle nous a transmis les coordonnées d'un prestataire et un devis. C'est une boîte qui fonctionne avec une application sur smartphone. L'avantage est que l'on sait qui a ouvert, quand et qui a refermé. Du coup nous allons déployer le dispositif à la Halle et au centre social. Le coût de ce dispositif est de 180 € TTC.

JCT : *Les bénévoles du cinéma n'ont pas voulu de ce système.*

ALC : *Très bien, merci.*

La semaine du 3 octobre, il y aura des travaux de reprise des faux plafonds de la Halle.

JS : On va avoir trois devis de vidéo-projection avec sonorisation pour la fin de la semaine.

ALC : Audrey a demandé de pouvoir prêter des jeux de la médiathèque. Si les jeux sont abîmés ou perdus, il faut prévoir les modalités de remboursement. On valide le règlement.

Dernier point, on a anticipé l'extinction de l'éclairage public. Il faut faire un mot sur le bulletin pour les commerçants. On va s'adapter cet hiver. Nous allons nous habituer, mais il faut informer le plus possible.

CS : Par rapport à la maison France Services, il y a un service qui aide aux économies d'énergie ?

ALC : Ça ne dépend pas de France Services. Il faut appeler la CCLB et demander le service Rénov' en Luy.

JCT : Ce n'est pas possible de demander au pharmacien d'éteindre, l'éclairage de se devanture est une disposition législative pour permettre aux usagers d'avoir connaissance des gardes.

AJ : Il y a un problème concernant la porte de la salle polyvalente.

JS : On a pris du retard, mais nous avons réfléchi à un système plus élaboré. L'entreprise a répondu très tardivement et surtout pour nous dire que cela dépend d'un électricien.

Nous avons vu avec la mairie de Monassut. Le but est de rendre la salle autonome avec un paiement directement en ligne.

On a trouvé un système avec une entreprise de Perpignan. Elle nous propose une solution clef en main. Il n'y aurait aucun investissement à payer mais un abonnement sur 60 mois. Au bout de ces 60 mois, le matériel nous appartient. Cela nous reviendrait à environ 200 € par mois.

Le système commanderait également l'éclairage.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucune question n'étant soulevée, Monsieur le Maire lève la séance du Conseil Municipal à 20h55.

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.